

**FONDS DE
SOLIDARITE
POUR LE LIBAN** 

De Cités Unies France avec le soutien des collectivités
territoriales françaises donatrices et de Cités et
Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

L'action sociale dans le contexte de la crise : quel rôle pour les collectivités locales ?

Webinaire organisé le 26 octobre 2022

Compte rendu

Introduction

Le Liban se trouve actuellement dans une situation économique et sociale complexe. Le pays est confronté à l'un des dix, voire des trois effondrements économiques les plus graves que le monde ait connu depuis les années 1850¹. Cette crise économique est conjuguée à une situation sociale très dégradée, limitant la capacité des Libanais à accéder aux services de base. En outre, l'explosion du 4 août 2020 qui a détruit une partie de Beyrouth a eu de graves répercussions nationales et locales, et a provoqué une grave crise humanitaire se rajoutant à la fragilisation du pays. Dans ce contexte multi-crise, les collectivités sont sollicitées pour répondre aux besoins de la population locale notamment au niveau social.

Conscient de ces enjeux, dans le cadre du **Fonds de Solidarité pour le Liban** lancé par Cités Unies France en août 2020, Cités Unies Liban/ Bureau Technique des Villes Libanaises et Cités Unies France ont décidé d'accompagner trois municipalités libanaises au niveau technique et financier dans la mise en œuvre d'un projet d'appui à l'insertion sociale et communautaire.

¹ *La crise libanaise : un grand déni sur fond de dépression délibérée*, La Banque Mondiale, 25 janvier 2022.

Au vu des actions actuellement mises en œuvre à Furn El-Chebbak, Jdeideh-Harhraya-Qattine et Anjar, le troisième webinaire a été organisé autour de la thématique de l'action sociale : Quelles sont les prérogatives des collectivités dans la mise en œuvre de projets sociaux dont bénéficie la communauté ? Comment la crise a-t-elle modifié le rôle des collectivités dans ce domaine ? Quelles sont les solutions apportées par les collectivités au Liban (notamment dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban) et en France en matière d'action sociale dans un contexte de crise ? Quels sont les acteurs liés aux projets et comment inclure la société civile ?

Pour répondre à ces questions, Cités Unies Liban/BTVL et Cités Unies France ont organisé un webinaire de partage d'expérience sur l'action sociale. Ce webinaire a eu lieu sur ZOOM le 26 octobre 2022 de 11h00 à 13h00 (heure libanaise) - de 10h00 à 12h00 (heure française).

Objectifs

Les objectifs de ce webinaire étaient de :

- Faire connaître les bonnes pratiques ou expériences innovantes en matière de projets de développement local notamment sur la thématique sociale.
- Faire connaître les approches participatives et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de projets sociaux.
- Assurer des échanges entre collectivités libanaises et collectivités françaises autour des axes potentiels de coopération et des stratégies à adopter en matière d'action sociale.
- Favoriser les échanges entre les collectivités locales libanaises en vue de possibles coopérations entre elles.

Déroulé du Webinaire

Séance d'ouverture

M. Béchir ODEIMI, Président de Cités Unies Liban et Directeur du Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL), a commencé par souhaiter la bienvenue à tous les participants. M. ODEIMI a ensuite évoqué l'importance de l'action sociale au vu de la crise et le rôle croissant des collectivités locales à ce sujet ; ce rôle devient de plus en plus difficile vu les capacités limitées des collectivités qui font face aux effets des crises multiples dont la crise économique et financière, l'explosion du port de Beyrouth, la pandémie du Covid-19 et aujourd'hui la propagation du choléra. M. ODEIMI a ensuite souligné l'importance du Fonds de Solidarité pour le Liban dont bénéficient 17 collectivités locales libanaises, parmi lesquels 3 qui exposeront leurs projets dans ce webinaire (Hosh Moussa Anjar, Furn El-Chebbak et Jdeideh-Harhraya-Qattine). M. ODEIMI a exprimé son intérêt à l'égard des thématiques diverses des projets, notamment la thématique culturelle à Jdeideh-Harhraya-Qattine, qui répondent aux différents besoins des citoyens. M. ODEIMI a expliqué l'objectif de ce webinaire qui vise à partager les expériences et cultiver l'approche participative entre les municipalités et les communautés locales, et a finalement remercié Cités Unies France et les donateurs représentés par Mme Valérie DUMONTET pour leurs efforts afin d'aider les collectivités locales libanaises à surmonter les crises.

Mme Valérie DUMONTET, Vice-Présidente du Département de l'Aude, et Présidente du Comité des donateurs du Fonds de Solidarité pour le Liban, a exposé l'historique du Fonds qui a été initié suite à l'explosion du port de Beyrouth pour apporter une aide à la reconstruction et à la résilience des populations dans un contexte de crises multiples. La première phase a en effet vu des projets de

reconstruction physique comme à Karantina alors que la deuxième phase est orientée sur l'action sociale et l'insertion professionnelle et économique notamment des jeunes. Mme DUMONTET a ensuite souligné l'importance de conforter et d'accompagner les collectivités locales qui sont au front dans ce contexte de crises et qui sont au quotidien avec les populations. Le Fonds assure dans ce sens un soutien matériel concret pour aider les collectivités à remplir leur rôle. Mme DUMONTET a ajouté que ce webinaire permet d'écouter les différentes expérimentations sur l'action sociale du point de vue libanais et français, en espérant qu'à la suite du Fonds il y aura des projets de coopération qui se concrétisent autour de cette question parce que c'est aujourd'hui une étape nécessaire au Liban pour trouver des voies de relance et de rebond. Mme DUMONTET a souligné que les échanges de parole et les confrontations des points de vue peuvent faire naître des innovations et des solutions, et cela a été démontré dans la façon dont ce Fonds est mis en œuvre.

Axe 1 : Les réponses apportées par les collectivités libanaises

Mme Rouba ONAISSI, Chargée du projet Fonds de Solidarité pour le Liban à Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises, a expliqué le rôle de Cités Unies Liban/BTVL dans la gestion technique et financière du projet en assurant la coordination avec les partenaires français et les collectivités locales libanaises. Mme ONAISSI a ensuite présenté les critères selon lesquels les 12 collectivités bénéficiaires de la deuxième phase du projet ont été sélectionnées (collectivités membres de CGLU ou proche du BTVL, engagement et sérieux des maires et des agents, présence d'un Agent de Développement Local...). Mme ONAISSI a finalement présenté un bref aperçu des 3 municipalités bénéficiaires de l'appui à l'insertion sociale (Anjar dans la région de la Bekaa, Furn El-Chebbak dans la région du Mont-Liban et Jdeideh-Harharaya-Qattine dans la région de Keserwan-Jbeil).

M. Pierre FILFILI, Expert en charge du suivi du projet, a fait un compte-rendu des formations/actions suivies par les municipalités : (i) le concept et le rôle de l'unité de concertation citoyenne qui regroupe des élus, agents municipaux et membres de la société civile, (ii) le processus pour l'étude de besoin et l'élaboration d'un diagnostic, (iii) le cadre logique du projet et la rédaction d'un plan d'action, (iv) la procédure de suivi pendant la mise en œuvre et (v) l'évaluation du projet.

M. Ayoub MATAR, Maire de la municipalité de Jdeideh-Harharaya-Qattine (municipalité bénéficiaire d'un appui dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban), a remercié les partenaires du Fonds de Solidarité pour le Liban à savoir Cités Unies France, les collectivités territoriales françaises donatrices, CGLU et Cités Unies Liban/BTVL. M. MATAR a ensuite indiqué qu'il présente le projet social mis en œuvre à Jdeideh-Harharaya-Qattine au nom de l'unité de concertation citoyenne (qui regroupe une politologue, militant social, infirmière, élu et agent municipal). M. MATAR a expliqué que le projet porte sur l'insertion sociale par le biais de la culture car la culture est un point de départ pour l'intégration sociale et communautaire pour édifier des sociétés durables et réaliser l'objectif No. 11 des Objectifs du Développement Durable. Ce projet a été élaboré après une étude de besoins réalisée en concertation avec les habitants à travers les réseaux sociaux, les réunions avec les forces vives de la communauté locale, et consiste à réaliser des formations de théâtre et de danse folklorique pour environ 40 personnes du village suivies d'un spectacle en fin d'année. M. MATAR a ajouté que le choix des activités culturelles suit la conviction selon laquelle il est important de préserver la bonne santé en assurant le bien-être de la population (objectif No. 3 des ODD) surtout que la situation actuelle est très détériorée et les citoyens souffrent beaucoup à cause de la crise. Dans le cadre du projet, les jeunes se réunissent de manière fréquente pour répéter, ce qui aide à créer une harmonie sociale. Le projet contribue également à la préservation du patrimoine culturel, notamment en apprenant la Dabké (danse folklorique libanaise) aux

jeunes générations. M. MATAR a ensuite indiqué que le projet fut l'objet de nombreuses critiques, surtout au vu du contexte de la crise économique où l'accès aux services de base (le pain, les médicaments, etc.) est la priorité. Le village était aussi en deuil après la mort de deux jeunes hommes. Il a fallu donc surmonter tous les problèmes et ne pas baisser les bras. M. MATAR a ensuite affirmé que le projet constituera un pilier pour la création d'une troupe permanente de danse folklorique et de théâtre qui pourra organiser des spectacles dans plusieurs régions du pays. M. MATAR a remercié encore une fois les partenaires du projet en espérant que les collectivités libanaises surtout les petites municipalités puissent échanger avec les collectivités françaises sur des axes de coopération surtout que les municipalités ont beaucoup d'idées mais ont besoin d'aide vu le manque de ressources.

M. Vartkes KHOSHIAN, Maire de la municipalité de Anjar (municipalité bénéficiaire d'un appui dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban), a remercié les partenaires du projet pour leur initiative. M. KHOSHIAN a ensuite présenté l'unité de concertation citoyenne qui regroupe des élus, agents municipaux, membres du comité de l'environnement et des membres d'une ONG arménienne. M. KHOSHIAN a expliqué le projet qui consiste à aménager un jardin fruitier public en engageant une main d'œuvre locale notamment des femmes du village, et a souligné le rôle de la participation active des femmes dans ce projet. Les travaux de la préparation du sol ont déjà commencé après des sessions de formation pour la main d'œuvre. Le jardin sera le lieu d'une agriculture biologique soucieuse de l'environnement. M. KHOSHIAN a indiqué que Anjar se caractérise par sa nature et son eau propre et possède l'écosystème et les ressources nécessaires pour assurer la durabilité du projet. Le jardin se situe dans la place centrale du village près de l'église et à proximité des habitants, et pourra donc héberger différents événements sociaux. C'est également une opportunité pour sensibiliser les jeunes à la préservation de l'environnement. M. KHOSHIAN a finalement évoqué la motivation des habitants qui travaillent de plein cœur dans ce jardin. La récolte des fruits symbolisera le travail continu même avec des ressources limitées.

Mme Stéphanie CHAGHOURY, Agent de Développement Local à la municipalité de Furn El-Chebbak (municipalité bénéficiaire d'un appui dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour le Liban), a remercié les partenaires du projet pour leur soutien et a ensuite présenté l'unité de concertation citoyenne qui regroupe des membres du comité des jeunes et du dispensaire de la Croix Rouge à Furn El Chebbak ainsi que les agents de développement local de la municipalité. L'idée d'un projet sanitaire a été conclue suite à une étude de besoins et plusieurs réunions avec des acteurs-clés de la communauté locale. Le projet comporte deux volets : des campagnes de sensibilisation et des examens médicaux. La première partie du projet a comporté une session de sensibilisation au diabète suivie d'examen médicaux concernant cette maladie, et dont ont bénéficié près de 165 personnes. La seconde partie du projet prévue pour le mois de novembre inclura une campagne de sensibilisation au cancer de sein suivie de mammographies pour environ 100 femmes. Mme CHAGHOURY a indiqué que le projet contribue à combler une lacune et un besoin de la communauté locale qui a montré beaucoup de réactivité. Mme CHAGHOURY a finalement exposé le plan de communication adopté pour la réussite du projet notamment la communication avec les habitants à travers les réunions ou par téléphone, l'utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion de la campagne, etc. ainsi que les différents acteurs mobilisés (les médecins, les laboratoires, la Croix Rouge...).

Questions, réponses et partage d'expérience :

M. Hussein HAWILI, Agent municipal à la municipalité de Nabatieh, a exprimé qu'il est très heureux d'écouter ces expériences et a demandé si la police municipale a joué un rôle quelconque dans les projets exposés. Mme CHAGHOURY a répondu que la police a en effet joué un rôle important, par exemple au

niveau de la distribution des fiches ou la facilitation de l'accès des habitants pendant les journées des examens médicaux ; un grand nombre de policiers a également participé à la séance de sensibilisation et aux tests. M. MATAR a quant à lui répondu que sa municipalité n'a qu'un seul agent de police, et qui a aidé dans le projet en cas de besoin par exemple en aidant les gens qui ont des difficultés à se déplacer.

M. Basel El HAJJ, Adjoint au maire de Tripoli, a indiqué que ce partage d'expérience est très intéressant et que cela contribue aux interactions entre les collectivités locales. Il a ensuite indiqué que la municipalité de Tripoli a réalisé une étude concernant la mise à jour de logiciels et d'outils informatiques pour devenir une municipalité électronique, et a adressé une question à Mme DUMONTET sur la possibilité de soutenir la municipalité dans la mise en œuvre de cette action. Mme DUMONTET a répondu que le programme du Fonds à ce jour est déjà engagé sur un certain nombre d'actions et donc on ne peut pas promettre un soutien à ce stade mais il est envisageable d'étudier comment prolonger le type de coopération initié dans le cadre du Fonds.

M. Simoné GIOVETTI, Chef de service International, Europe, Crises à Cités Unies France, a noté que les trois présentations effectuées sont très intéressantes et a demandé quel est le rôle des collectivités locales libanaises en matière d'action sociale en cas normal et comment ce rôle a changé dans le contexte de crise. M. ODEIMI a indiqué qu'avant la crise, les municipalités étaient concernées par l'action sociale notamment celles qui ont un personnel formé et des agents qui travaillent sur les questions de développement. Mais dans le contexte actuel, les municipalités ne contribuent plus financièrement aux associations et sont devenues elles-mêmes un axe principal pour le travail social. Mme CHAGHOURY a ajouté qu'effectivement les municipalités finançaient des projets sociaux dans le passé mais aujourd'hui la méthode de travail a évolué. Les projets sont actuellement mis en œuvre conjointement avec les associations, ce qui signifie que la communauté locale joue un rôle fondamental. A cet effet, la municipalité de Furn El-Chebbak a élaboré une équipe de jeunes hommes et femmes de la communauté locale formés pour être capable de mettre en application différents projets conjointement avec la municipalité. M. MATAR a indiqué que la municipalité avait plusieurs projets mis en œuvre avec le soutien des associations par exemple des petits festivals mais aujourd'hui la situation est très difficile et les moyens sont limités. M. KHOSHIAN a indiqué que Anjar est une municipalité très organisée et l'action sociale est effectuée conjointement avec les citoyens, surtout les jeunes qui jouent un rôle très important, par exemple l'équipe de scouts.

M. Hussein SALEH, Agent de Développement Local à la municipalité de Brital, a demandé comment les municipalités vont garantir la pérennité des unités de concertation citoyenne. M. KHOSHIAN a répondu que l'unité a été mise en place pour travailler de façon durable. Cette unité regroupe des élus et agents municipaux, la présidente de la Croix de Secours Arménienne ainsi que le comité de l'environnement à Anjar qui est très actif.

M. Hussein MOUSSAWI, Directeur de la Fédération des Municipalités de Baalbek Est a indiqué que l'unité de concertation citoyenne mise en place à Baalbek Est dans le cadre du projet continue toujours son activité et travaillera cette année sur une nouvelle action éducative avec les écoles et les parents.

Mme DUMONTET a demandé si dans cette période de crise le regard sur le rôle des municipalités comme régulateur de la solidarité publique a évolué. Mme DUMONTET a indiqué qu'en France les départements ont des compétences dévolues par la loi pour l'action sociale.

Mme Faten ABOU HASSAN, Directrice Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités a remercié le BTVL, Cités Unies France, Mme DUMONTET, Mme REINGOLD et les maires, élus et agents municipaux qui participent au webinar. Mme ABOU HASSAN a indiqué que les projets effectués sont d'une grande importance vu la conjoncture dramatique que connaît le Liban et a souligné la nécessité d'assurer la pérennité de ces projets.

M. Mohamad EL BABA, Adjoint au Maire de Saida, a décrit la situation actuelle très difficile à Saida avec les problèmes d'alimentation en eau et électricité et l'incapacité de trouver le carburant nécessaire. M. EL BABA a indiqué qu'une cellule de crises a été créée à Saida pour chercher à surmonter les problèmes.

Mme CHAGHOURY a indiqué que la municipalité a beaucoup d'idées et l'unité de concertation citoyenne peut continuer à travailler, mais la difficulté pour mettre en œuvre les projets et assurer leur durabilité réside dans la situation financière.

Axe 2 : Les compétences et les moyens des collectivités territoriales françaises

M. Jacques AUMASSON, Directeur des relations internationales au Département de la Vienne, a présenté un projet mis en œuvre au Togo en Afrique qui a débuté par une coopération avec la fondation Action Enfance. Cette fondation a pour but d'apporter une aide aux enfants en situation de maltraitance ou ayant des problèmes sociaux et éducatifs. Le projet consistait à emmener 10 jeunes des villages d'enfants en France au Togo accompagnés d'éducateurs, où ils ont effectué un séjour humanitaire et culturel qui leur a permis une ouverture au monde et une sortie de leur zone de confort. Ce projet est devenu réciproque ; des jeunes togolais sont ensuite venus en France pour un séjour du même type. Le projet a continué sous une deuxième édition où les séjours étaient basés sur des activités liées à l'environnement. Le département de la Vienne à travers l'Aide Sociale à l'Enfance compte organiser ce projet tous les deux ans. M. AUMASSON a enfin remercié le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour son rôle dans la réussite du projet. Cette initiative montre dans quelle mesure les collectivités territoriales développent leur expertise propre dans le domaine de l'action sociale. Cette expérience peut être mise au profit de l'aide internationale et de la coopération décentralisée.

M. ODEIMI a lu un commentaire de **M. Jacques AOUN, Agent municipal à la municipalité de Roumieh**, qui a indiqué que les municipalités sont appelées à procéder à plusieurs activités qui sont effectivement des devoirs de l'Etat ; au vu de la loi de procuration publique, il y a beaucoup d'obstacles au travail des municipalités, d'où l'importance de la mise en application de la décision de décentralisation administrative. M. ODEIMI a exprimé que ces propos sont importants mais les municipalités peuvent déjà dans la situation actuelle effectuer plusieurs actions sans attendre la décision de la décentralisation.

M. Thomas LANVIN, Chargé de mission à Cités Unies France, a d'abord excusé **Mme Aurélie LEMEUR, présidente du groupe-pays Liban à Cités Unies France** qui n'a pas pu participer au webinar. M. LANVIN a ensuite souligné que l'action sociale fait la convergence de la plupart des thématiques de coopération entre collectivités françaises et libanaises. M. LANVIN a ajouté qu'il s'agit d'un domaine très vaste et a cité des pistes d'actions comme l'inclusion de la jeunesse, la lutte contre la violence à l'égard des femmes, la santé et l'assainissement, etc. Enfin, faisant suite aux projets ayant une envergure sociale présentés pendant la réunion, Thomas LANVIN a rappelé que la prise en compte de l'impact social des projets de coopération décentralisée est indispensable, dès l'élaboration des projets, sans parler de l'implication nécessaire de la population pour pérenniser les effets bénéfiques et dynamiques des projets.

M. ODEIMI a souligné les propos de Mme ABOU HASSAN sur l'importance de garantir la pérennité des projets et a ajouté que la coopération décentralisée pourrait être l'un des piliers de cette pérennité car elle permet de créer des liens et des projets communs entre les collectivités.

Mme Sarah-Rita KATTAN, Directrice exécutive de Design for Community (D4C), a présenté le projet du centre communautaire mis en œuvre dans le quartier de Karentina pour un être un espace de cohésion sociale bénéfique aux habitants et à la communauté locale. Mme KATTAN a expliqué que ce projet est à mi-chemin mais le défi est de trouver un financement supplémentaire pour compléter le projet, et ceci à cause de l'inflation et de la situation économique et financière très difficile au Liban.

Mme Anne-Marie MEVEL REINGOLD, Chargée de mission pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales, DAECT/MEAE, a souligné que l'action sociale dans le contexte actuel est une grande nécessité. Mme REINGOLD a ensuite expliqué le dispositif d'appel à projets du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et a indiqué que les financements ne sont pas adressés aux associations ou ONG mais doivent passer par les collectivités locales qui sont responsables d'organiser et gérer les actions. Mme REINGOLD a ajouté que la thématique de l'action sociale pourrait être incluse dans le prochain appel à projet en 2023.

Mme DUMONTET a remercié Mme REINGOLD pour son rappel du dispositif de l'appel à projets qui est un outil important permettant des échanges de pair à pair pour le renforcement des capacités et l'accompagnement des collectivités locales libanaises. Mme DUMONTET a proposé une réflexion sur l'évolution des dispositifs de coopération, considérant le cas du projet NAFAS à Karentina qui est un projet social mis en œuvre dans un quartier fortement touché par l'explosion de Beyrouth mais qui fait face aujourd'hui aux difficultés de trouver des voies de financements. La question est donc de repérer des dispositifs pour compléter et assurer la pérennité des actions repérées comme pertinentes par les collectivités mais qui dépassent le cadre des appels à projets.

Mme Hwaida TURK, Experte en développement local, a souligné l'importance d'assurer la durabilité des unités de concertation citoyenne et de consolider le travail des collectivités locales surtout qu'elles sont délaissées par l'administration publique centrale. Mme TURK a ajouté que les ressources humaines sont la base pour le développement local ; les élus et les maires changent avec les élections mais les agents et les unités de concertation citoyenne restent d'où leur rôle important.

Mme Dominique GINOUVES, Chargée de mission relations internationales, ville de Marseille a écrit des propositions de voies de financements (fonds de subvention AFD, Institut français, Commission Européenne, Fondation CMA CGM...).

Séance de clôture

Mme ABOU HASSAN a rebondi sur l'intervention de Mme TURK et a indiqué que le ministère ne néglige pas les collectivités locales mais n'a pas les ressources financières nécessaires. Le budget 2022 n'est jusqu'à présent pas approuvé et les recettes publiques proviennent des taxes qui sont toujours calculées sur l'ancien taux de change. La situation financière est très complexe pour tous, autorités centrales et locales. Mme ABOU HASSAN a souligné les propos de M. ODEIMI sur le rôle important des municipalités même en absence de la décision de décentralisation ; les municipalités ont en fait beaucoup de prérogatives grâce à la loi municipale. Mme ABOU HASSAN a finalement remercié tous les partenaires du

Fonds de Solidarité pour le Liban et les partenaires français pour leur soutien continu aux collectivités libanaises.

M. GIOVETTI a remercié tous les intervenants pour les échanges intéressants et les perspectives qui ressortent de ce webinaire qui est le 3^{ème} dans le cadre du projet. M. GIOVETTI a noté le bon fonctionnement des dispositifs d'intervention adoptés et qui sont présents dans plusieurs pays comme l'Ukraine et Haïti. M. GIOVETTI a ensuite cité des pistes à explorer pour la possibilité de prolonger le Fonds et la typologie de soutien, notamment avec d'autres bailleurs de fonds (l'État français, l'AFD, le PNUD, etc.). M. GIOVETTI a enfin remercié les trois municipalités pour leurs présentations et a souligné l'importance des unités de concertation citoyenne qui aident les citoyens à être plus proches de la municipalité et qui engagent des échanges et des dialogues. Le prochain webinaire et la mission des partenaires français sont prévus pour le premier trimestre de l'année 2023.

Mme MEVEL REINGOLD a exprimé qu'elle est ravie de participer à ce séminaire riche en enseignements et en perspectives, et a réitéré sa proposition d'intégrer le volet action sociale dans le nouvel appel à projets.

Mme DUMONTET a remercié tous les participants et a souligné le lien vivant et porteur d'espérance entre le Liban et la France.

Liste des participants

	Prénom	Nom	Institution
1	Abdelghani	RABHI	Métropole Rouen – Normandie
2	Abir	EL TOUM	Municipalité d'Al-Qaa
3	Ahmad	CHOKER	Municipalité de Qab Elias
4	Ali	FAWAZ	Fédération des Municipalités d'Al-Qalaa
5	Anne-Marie	MEVEL- REINGOLD	DAECT/Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
6	Ayoub	MATAR	Municipalité de Jdeideh-Harhraya-Qattine
7	Bassam	BAKI	Expert- Cités Unies Liban/BTVL
8	Bassam	SLEEKA	Fédération des Municipalités d'Al-Arqoub
9	Bassel	EL HAJJ	Municipalité de Tripoli
10	Béchir	ODEIMI	Cités Unies Liban/ BTVL
11	Carole	LE CLEZIO	Métropole Rouen – Normandie
12	Christiane	CHIDIAC	Municipalité de Achkout
13	Christine	BOU ZEID	Municipalité de Jdeideh-Harhraya-Qattine
14	Daisy	SABA	Municipalité de Jdeideh-Bouchrieh-Sed
15	Dominique	GINOUVES	Ville de Marseille
16	Farah	ABI MOSLEH	Design for Community (D4C)
17	Faten	ABOU HASSAN	Ministère de l'Intérieur et des Municipalités
18	Garine	BALIAN	Municipalité de Bourj Hammoud
19	Georges	YOUSSEF	Municipalité de Menjez
20	Hala	SABEK	Fédération des Municipalités d'Al Hasbani
21	Hassan	HAMMOUD	Municipalité de Bourj Rahal

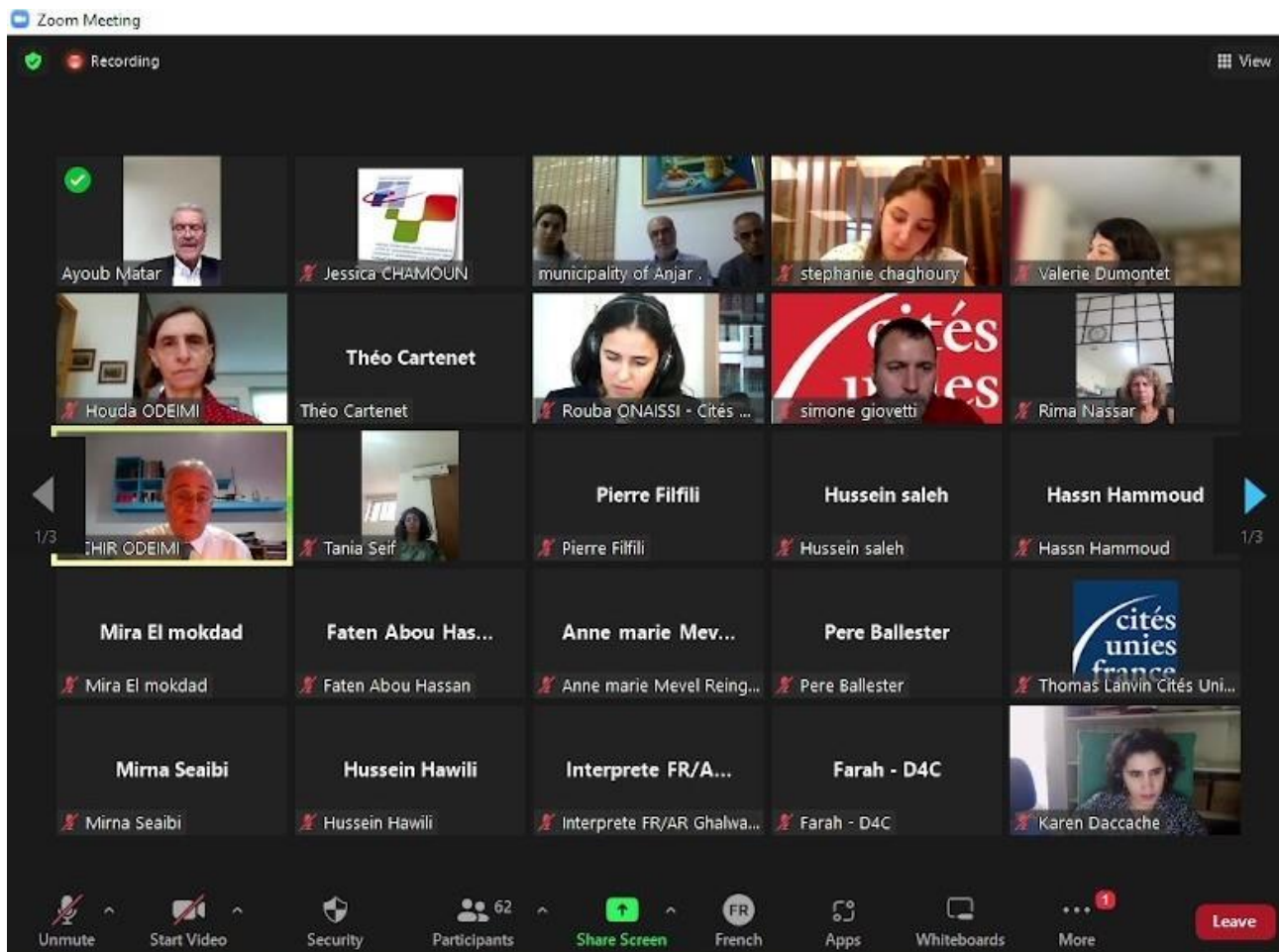
Fonds de solidarité pour le Liban

Cités Unies France, Collectivités françaises donatrices, Cités et Gouvernements Locaux Unis, Cités Unies Liban-Bureau Technique des Villes Libanaises

22	Hiba	ABOU KARROUM	Fédération des Municipalités de Chouf Soueijani
23	Hicham	LAHOUIRI	Cités Unies France
24	Houda	ODEIMI	Cités Unies Liban/BTVL
25	Hussein	AL MOUSSAWI	Fédération des Municipalités de Baalbeck Est
26	Hussein	SALEH	Municipalité de Brital
27	Hussein	HAWILI	Municipalité de Nabatieh
28	Hwaida	EL TURK	Experte- Cités Unies Liban/BTVL
29	Jacques	AUMASSON	Département de la Vienne
30	Jacques	AOUN	Municipalité de Roumieh
31	Jana	FAWAZ	Fédération des Municipalités d'Al- Qalaa
32	Jean	BANBOKIAN	Municipalité de Anjar
33	Jean-Baptiste	BUFFET	Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
34	Jessica	CHAMOUN	Cités Unies Liban/BTVL
35	Jihad	RIZKALLAH	Municipalité de Arbaniyeh – Dlaybeh
36	Karen	DACCACHE	Cités Unies France
37	Labib	AKIKI	Municipalité de Antoura
38	Linda	ABOU TRABI	Fédération des Municipalités d'Al-Hasbani
39	Lisa	GOURSAUD	Ambassade de France au Liban
40	Marcelle	HADDAD	Fédération des Municipalités de Kessrouan-Ftouh
41	Marie	FAHED	Municipalité de Ghbaleh
42	Mira	EL MEKIDAD	Municipalité de Ghobayri
43	Mireille	ASHEKIAN	Municipalité de Anjar
44	Mirna	SEAIBI	Municipalité de Jeita
45	Mohamad	EL BABA	Municipalité de Saida
46	Nada	KFOURY	Ministère des Affaires Sociales
47	Nada	HALAWI	Municipalité de Ras El Metn
48	Pere	BALLESTER	Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
49	Pierre	FILFILI	Expert- Cités Unies Liban/BTVL
50	Racha	SHWEY	Fédération des Municipalités de Chouf Soueijani
51	Rima	NASSAR	Municipalité de Furn El Chebbak
52	Rouba	ONAISSI	Cités Unies Liban/BTVL
53	Roula	HALLANI	Municipalité de Zeitoun
54	Sami	AL SAFADI	Fédération des Municipalités d'Al-Hasbani
55	Sara	HOEFLICH	Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
56	Sarah Rita	KATTAN	Design for Communities (D4C)
57	Simone	GIOVETTI	Cités Unies France
58	Stéphanie	CHAGHOURY	Municipalité de Furn El-Chebbak
59	Taghrid	TAHA	Fédération des Municipalités d'Al-Arqoub
60	Tania	SEIF	Municipalité de Furn El-Chebbak
61	Théo	CARTENET	VSI-Département de la Seine-Maritime
62	Thomas	LANVIN	Cités Unies France
63	Valérie	DUMONTET	Département de l'Aude
64	Vartkes	KHOSHIAN	Municipalité de Anjar

Fonds de solidarité pour le Liban

Cités Unies France, Collectivités françaises donatrices, Cités et Gouvernements Locaux Unis, Cités Unies Liban-Bureau Technique des Villes Libanaises



Fonds de solidarité pour le Liban

Cités Unies France, Collectivités françaises donatrices, Cités et Gouvernements Locaux Unis, Cités Unies Liban-Bureau Technique des Villes Libanaises